

Salomon, Michel, *Méditerranée rouge : un nouvel empire soviétique?*, Paris, Robert Laffont, 1970, 399 p.

Albert Legault

Volume 2, Number 4, 1971

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700150ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700150ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Legault, A. (1971). Review of [Salomon, Michel, *Méditerranée rouge : un nouvel empire soviétique?*, Paris, Robert Laffont, 1970, 399 p.] *Études internationales*, 2(4), 701–702. <https://doi.org/10.7202/700150ar>

SALOMON, Michel, *Méditerranée rouge : un nouvel empire soviétique ?*, Paris, Robert Laffont, 1970, 399p.

La Méditerranée, cette mer intérieure, comme se plaisait à le rappeler Valéry, est à nouveau un théâtre de rivalités internationales où, après Sparte et Athènes, Rome et Carthage, Napoléon et l'Angleterre, s'affrontent désormais, par personnes interposées, l'URSS et les États-Unis. On saura gré à Michel Salomon, journaliste à *l'Express*, d'avoir tenté de broser ce gigantesque tableau qu'est la pénétration soviétique en Méditerranée.

Les cent premières pages de l'ouvrage sont consacrées à l'analyse des dispositifs militaires maritimes alliés et soviétiques en Méditerranée. Chiffres et documents à l'appui, l'auteur démontre l'importance exagérée attachée par diverses sources occidentales à la valeur de l'« *Eskadra* » soviétique. En réalité, les flottes italiennes et turques réunies surclassent en tonnage et en puissance de feu l'escadre soviétique. Il reste, toutefois, que l'URSS s'est solidement implantée en Méditerranée et qu'après Port-Saïd et Alexandrie en Égypte, Lattaquié et Tortose en Syrie, peut-être Mers-El-Khébir en Algérie, elle dispose de plusieurs installations portuaires qui, autrefois, lui faisaient cruellement défaut. Tout donne d'ailleurs à penser, après l'apparition en mer Baltique d'un ravitailleur d'escadre moderne, le *Boris-Chilikine*, que l'URSS se dotera sous peu d'une flotte de soutien logistique complète, composée de navires-ateliers, de bâtiments-bases et de ravitailleurs. D'après certaines sources récentes, l'URSS irait même jusqu'à se doter, à l'image des Américains, de porte-avions d'attaque.

En ce domaine, l'auteur en conclut peut-être un peu trop rapidement à la suprématie absolue des États-Unis face à l'infirmité des Soviétiques. En réalité, l'URSS dispose d'une aviation navale non négligeable, bien que basée à terre dans le Caucase (à l'exception de la flotte de ses hélicoptères embarqués). En outre, les nombreuses facilités qui lui ont été accordées par la Syrie et l'Égypte lui permettent, à partir d'aéroports arabes, à la fois d'assurer une meilleure couverture aérienne de sa flotte et de surveiller de très près les déplacements de la VI^e flotte américaine. L'articulation de ses forces semble donc répondre pour l'instant à deux objectifs complémentaires : neutralisation

des forces offensives américaines par le déploiement d'un système défensif dissuasif, d'une part, et mise en œuvre d'une présence militaire globale destinée à faciliter, et à appuyer, le cas échéant, sa stratégie politique de pénétration régionale, de l'autre.

L'URSS, comme le note Salomon, « a pénétré en Méditerranée pour ne plus en sortir » (p. 362). « Cette réapparition en Méditerranée après l'errance brouillonne, c'est le retour à la « contiguïté », à la normale, aux constantes de l'impérialisme soviétique » (p. 55), c'est-à-dire au continentalisme par contiguïté pour défendre les frontières méridionales de l'URSS, aux dépens des aventures lointaines et décevantes. Somme toute, les objectifs de la politique soviétique s'inscrivent dans un cadre plus vaste encore : l'égalité des droits dans tous les domaines, liberté de navigation au même titre que les Américains, et surtout la reconnaissance par le monde de ses responsabilités mondiales¹.

En ce qui concerne la vente d'armes à l'URSS en 1955, Salomon souligne que « la légende tenace d'un Nasser littéralement acculé par l'incompréhension occidentale ne résiste plus à l'examen des faits et surtout à la confrontation des dates » (p. 102). C'est à février 1955 que remonteraient, selon Salomon, les premières négociations avec les Soviétiques. En fait, cette thèse est confirmée par Mohammed Heikal qui affirme que Nasser, devant les tergiversations américaines, aurait décidé de jouer sur les deux tableaux à la fois, encore qu'il situe au 21 mai 1955 la première discussion officielle entre Nasser et l'ambassadeur soviétique Solod². Salomon conclut un peu sévèrement que l'« affaire du contrat tchèque ne fut que la première manifestation d'une politique de duplicités longuement ruminées » (p. 103). On ne voit pas très bien pourquoi Nasser, ayant décidé, à l'image des Américains, de jouer le tout pour le tout, aurait dû se priver de toute liberté

¹ Voir en ce sens le discours de Andrei Gromyko prononcé, le 27 juin 1968, devant le Soviet suprême.

² Notons que Heikal rapporte que Nasser aurait également tenté de connaître, à l'issue de la Conférence de Bandung (avril 1955), par l'intermédiaire de Chou En-lai, les dispositions soviétiques à l'égard d'une éventuelle aide militaire. Voir *The Sunday Telegraph*, du 12 septembre 1971, p. 7, qui publie en tranches les mémoires du biographe de Nasser, à paraître chez Doubleday.

d'action s'il avait accepté ce qu'on feignait de lui proposer alors que d'autres étaient prêts à lui offrir les mêmes avantages sans contrepartie.

Le reste de l'ouvrage est consacré à la vente d'armes soviétiques aux pays du littoral méditerranéen, à l'histoire des relations entre les « partis frères » et la mère-patrie, ainsi qu'à la pénétration soviétique au Moyen-Orient. Il s'agit plutôt, en ce sens, d'une série de monographies dont le fil conducteur n'est pas toujours évident. C'est peut-être là la faiblesse de l'étude : trop de détails où l'information n'est certes pas absente, mais où l'explication et l'analyse sont souvent confondues avec la description.

Relevons, enfin, quelques erreurs de dates qui s'ajoutent par ailleurs à de nombreuses inexactitudes. C'est en mai 1960, et non en 1965 (p. 245), qu'a eu lieu la conférence avortée au sommet après l'affaire U-2 ; en 1965, et non en 1955, que s'est produite la fameuse rencontre de Tachkent (p. 272). À moins que l'auteur ne se situe en 1979, il ne saurait également écrire « quelque vingt ans après les accords de Zurich qui ont donné le jour à la République indépendante de Chypre » (p. 215). Il n'en reste pas moins que les propos que rassemble ce livre sont substantiels et que le lecteur y trouvera, à plus d'un titre, son intérêt.

Albert LEGAULT,

Science politique,
Université Laval.

BROCHIER, Hubert, *Le miracle économique japonais 1950-1970*, Calmann-Lévy, 1970, 342p.

Le but premier de cet ouvrage, selon son auteur, est d'expliquer la croissance économique du Japon entre 1950 et 1970, en utilisant les méthodes pertinentes à toute analyse économique. Cinq ans après la parution du premier *Miracle économique japonais*, l'auteur a mis à jour les statistiques de chaque chapitre et a indiqué les changements majeurs survenus dans l'économie japonaise entre 1965 et 1970. Dans un bref chapitre final, il a souligné les éléments significatifs de son évolution récente. L'expression « miracle économique » indique simplement les périodes de relèvement économique rapide qu'ont connues certains pays dévastés par la guerre, dont le Japon.

Dans son livre, M. Brochier décrit plusieurs dimensions de la vie socio-économique du Japon d'une manière fort intéressante, avec force détails, très agréable à lire. Les titres des chapitres en représentent fidèlement le contenu de chacun et le lecteur peut d'un premier coup d'œil avoir une idée très précise de l'ensemble.

La première partie couvrant surtout les aspects socio-culturels et administratifs est composée de cinq sujets assez distincts et divers : structures et conditionnements démographiques, l'entreprise japonaise, la grande entreprise et les groupes financiers, le secteur des entreprises, petites et moyennes, et la classe ouvrière et le syndicalisme.

Quant à la deuxième partie, elle fait un plus grand usage des méthodes dites d'analyse économique et porte sur : le *boom* des investissements, épargne, revenu et financement, le Japon dans le monde, croissance et politique gouvernementale, et les mutations structurelles de l'économie japonaise de 1950 à 1970.

En général, tout au cours du volume, les aspects traités chapitre par chapitre sont présentés dans un ordre logique et aussi progressif. Chaque chapitre est bien construit au point qu'on pourrait facilement avoir l'impression que l'auteur traite de sujets différents sans qu'il y ait beaucoup de liens qui les unissent. Dans l'ensemble, le volume est plus un recueil de connaissances sur une série de problèmes étudiés qu'une analyse profonde des aspects pluridimensionnels de la vie économique contemporaine du Japon.

Le lecteur qui s'attend à retrouver des données statistiques très étendues serait déçu. Elles sont là, bien sûr, pour appuyer les énoncés, mais les sources ne sont pas très claires et, malheureusement, très limitées. Même les références sont fragmentaires pour ne pas dire absentes du point de vue académique. Dans la bibliographie, on ne mentionne que les ouvrages publiés en anglais, pas toujours de date récente, sans tenir compte de ceux publiés en langue japonaise. Le livre, aussi, n'a pas de table des matières par sujet. Ceci rend ce volume difficile à consulter comme ouvrage de référence.

Ce livre peut être considéré comme une bonne introduction à la vie économique japonaise, pourvu que le lecteur ait des connaissances déjà acquises sur le Japon. Pour le novice, il pourrait porter à une certaine confusion, parce qu'il couvre plusieurs domaines